

Réunion Débat

Labastide de Lévis, jeudi 21 février 2019

32 personnes ont participé à la réunion qui s'est tenue dans la salle des Carrairoles de 20h30 à 22h50.

Les quatre thèmes ont été abordés. Les échanges ont été directs mais sans agressivité, dans une ambiance à la fois sérieuse et détendue. L'animation, assurée par François Vergnes, maire de la commune, s'est limitée à rappeler le cadre du débat, à engager la discussion puis à assurer le respect du temps imparti à chaque thème.

Impôt, dépenses et action publiques

Pour introduire la discussion, faute de 1^o question spontanée, le maire de la commune présente la situation de Labastide en termes de valeurs locatives et ses conséquences sur la fiscalité communale et les dotations d'Etat qui fait l'objet d'un dossier spécifique présenté au secrétaire général du Tarn.

Bernard Lala évoque :

- la situation de la TLE et son assiette (valeur du local calculée de façon forfaitaire détachée de la valeur réelle) = 15 % qui représente une lourde charge pour un projet économique.
- le coût des rond-point, à rapprocher de leur utilité, de leur fonctionnalité et du fait que les marchés publics semblent déraiser.
- La multiplication des assurances sur les chantiers et des études préalables qui alourdissent le coût final total sans apporter de plus-value.
- Le réseau de bus tarnais équipe chaque bus de système de mobilisation des PMR. Proposition de mode de déplacement alternatif (taxi VSL)
- Le cas du RMI et du RSA : stopper les allocations monétaires qui génèrent les trafics et décourage l'activité. Les remplacer par des bons d'achat dédiés (chèque déjeuner, ...) aux dépenses essentielles.
- Les charges sociales sur les salaires :
 - Laisser à chacun le choix de l'assurance chômage
 - Exonérer les entreprises embauchant des personnes non qualifiées

Réactions vives :

- d'une partie de l'assistance sur le thème des atteintes à la solidarité et au système de sécurité sociale.
- D'une autre partie, sur l'absence d'implication et le désintérêt voire le refus des emplois peu qualifiés par des personnes qui

B Lala propose d'appliquer au cabotage léger (avec des véhicules <3,5 t) les mêmes règles que le transport PL (durée maxi de conduite, mouchard, temps de repos...)

Mme Vayre : importance des autres trafics

Mme Dias : limiter les allocations familiales à 3 enfants et sous condition de ressources

M. Parcerisas : conditionner les aides à une recherche active d'emplois

Démocratie et citoyenneté

J Parcerisas s'interroge sur l'intérêt du RIC au regard de la faible participation aux consultations organisées par les collectivités locales (il cite les consultations organisées par le CD 81 et la région Occitanie)

B Lala : voter =un devoir

C Dias : reconnaissance du vote blanc

- Explication : Pas de reconnaissance dans l'offre politique
- Solutions envisageables :
 - Intégrer le vote blanc dans le calcul des % de voix recueillies pour relativiser les scores
 - Fixer un seuil de votes blancs invalidant le résultat
 - Fixer un seuil assez haut pour rester exceptionnel pour valider une élection
 - La possibilité pour les primo candidats de se représenter reste discutée

J Parcerisas : un peu plus de proportionnelle aux législatives mais sans empêcher l'émergence de majorité stable

Tirage au sort : expérience de M Sié, juré d'assises = être accompagné par un groupe de professionnels,

- La transposable au champ politique ne paraît pas évidente à tout le monde
- A quel niveau : au niveau local
 - Question des intérêts privés
 - Assemblée consultative
 - Tirage au sort mais volontariat au final
 - Risque de doublon avec le CM

Gilles Guilhen Puylagarde : référence à un article sur la création d'une assemblée tirée au sort destinée à accompagner/ contrôler le travail législatif

Gilles Guilhen Puylagarde : récupérer les impôts évadés par certaines sociétés utilisant des paradis fiscaux, engager des actions contre les Etats paradis fiscaux

Assouplir les démarches pour bénéficier de l'assurance chômage

C Dias : les règles d'indemnisation ne sont pas favorables à la reprise d'emploi durable

J Gonzalez : pour un impôt juste pour réaliser des opérations utiles. Réduire la fraude fiscale.

B Lala : harmonisation fiscale et sociale au niveau européen pour rétablir une équité au profit de la France, lutter contre la concurrence fiscale entre Etats

Débat vif sur l'ISF sans conclusion consensuelle

Mme Vayre propose d'envisager la mise en place de la taxe Tobin

Mme Tholence : imposer les Français même s'ils partent à l'étranger ?

Maillage des collectivités :

- Le maintien de la commune comme cellule politique et sociale de base est partagé par tous les participants
 - commune nouvelle ? L'hypothèse est envisagée sans opposition majeure mais un doute subsiste sur la possibilité de renoncer à son clocher
- agglo : doutes sérieux sur utilité pour les usagers, difficulté de joindre les services
- département
- Sénat :
 - Limitation à un sénateur par département
 - Limitation à 70 ans
 - limité à 2 mandats maxi

Mme Vayre : représentativité des Assemblées législatives insuffisante par rapport aux CSP les plus défavorisées

Transition écologique :

B Lala : mettre un code barre sur les emballages des fast food pour pouvoir poursuivre les dépôts sauvages

Mme Lehueur : eco chèque Midi Pyrénées dévié par des entreprises qui exploitent le filon en proposant des prestations dont on ne connaît pas les performances

J Gonzalez : Regrouper les organismes qui attribuent les aides

Divers :

J Parcerisas : réduction de l'activité des professions médicales du fait de la pression fiscale excessive : au-delà d'un certain chiffre d'affaire, il n'est plus intéressant de travailler. Rééquilibrer la pression fiscale entre travail et capital

A Viguié : retraites des hommes politiques à réduire et à aligner sur le régime général

M Sié : discussion sur la limitation à 80km/h

Consensus sur :

- la modification des modalités de taxation des carburants pour amortir les variations du prix du pétrole
- la nécessité de respecter les décisions de justice, de la Gendarmerie et de la Police
- Régulation du trafic PL de traversée du pays
- Rétablissement des portiques éco taxe pour les PL étrangers